

it implied neglect where there was no neglect. He blamed the member for Chateauguay for not having gone to the Detroit Convention in 1865, as representative of the Montreal Board of Trade.

Mr. E. M. McDonald believed the House could adopt no surer course to defeat all hope of getting the Reciprocity Treaty than by agreeing to these resolutions. Nothing was to be gained by our going down on our knees and asking for Reciprocity. The initiative in this matter does not rest with Canada. We had to await the action of the British Government and of the United States Government. He believed Reciprocity would be obtained when it was felt to be the mutual interest of both parties. Until then nothing would be gained by precipitancy.

Mr. Le Vesconte said he felt he would not be able to hold his place in the estimation of the people of Nova Scotia if he took the course indicated by the member for Lunenburg. When their constituents asked them for bread, they should not give them a stone. He was sorry the interests of Nova Scotia were not represented on this occasion by some of her more gifted sons. But unfortunately her most gifted sons were on the other side of the House. He did not deal with this subject with any desire to vote want of confidence in the Government; his chief object was to secure the repeal of the Union, and he did not see how this was to be secured by replacing the gentlemen in the Treasury Benches with gentlemen from the other side of the House. He supported the resolution, because he believed that reciprocity was of great importance to the people of Nova Scotia.

Mr. Colby said he represented the county which perhaps more than any other in Quebec, was dependent for its prosperity in favourable trade relations with the United States, and he would be remiss in his duty if he waited to do anything practicable towards obtaining reciprocity on a just and honourable basis. But he could see no good to be derived from carrying this motion. He was willing to leave matters in the hands of the Government, believing they would do what lay in their power for the interests of the country.

Mr. Chipman said Nova Scotia had been prosperous under reciprocity. Now there was great depression in that Province, and the people declared they must have reciprocity, or something else as a substitute. He knew

qui ont été prises par le Gouvernement pour son renouvellement. Il dit que la motion de M. Dorion est des plus mal avisées, car elle implique une négligence là où il n'y en a pas. Il reproche au député de Chateauguay de ne pas s'être rendu au Congrès de Détroit en 1865 en tant que représentant de la Chambre de commerce de Montréal.

M. E. M. McDonald pense que le meilleur moyen pour la Chambre de détruire tout espoir d'obtenir un traité de réciprocité serait d'adopter ces résolutions. Nous ne gagnerons rien en nous mettant à genoux pour demander la réciprocité. Ce n'est pas au Canada de prendre l'initiative. Il nous faut attendre la décision du Gouvernement britannique et du Gouvernement des États-Unis. Il pense que la réciprocité sera possible lorsque les deux parties estimeront qu'il y va de leur intérêt mutuel. D'ici là, la précipitation n'apportera rien.

M. Le Vesconte déclare qu'il perdra l'estime de la population de la Nouvelle-Écosse s'il suit la voie indiquée par le député de Lunenburg. Lorsque les commettants demandent du pain, il ne faut pas leur donner des pierres. Il regrette que les intérêts de la Nouvelle-Écosse ne soient pas représentés à cette occasion par quelques-uns de ses fils les plus talentueux, car malheureusement, ceux-ci siègent de l'autre côté de la Chambre. Il ne vise pas un vote de défiance envers le Gouvernement; son principal objectif est d'assurer l'abrogation de l'Union, et il ne voit pas comment on peut y arriver en remplaçant ceux qui occupent les bancs ministériels par d'autres venant de l'autre côté de la Chambre. Il appuie la résolution, car il pense que la réciprocité revêt une grande importance pour la population de la Nouvelle-Écosse.

M. Colby déclare qu'il représente le comté dont la prospérité dépend plus que tout autre de relations commerciales favorables avec les États-Unis et il manquerait à son devoir s'il restait inactif dans cette recherche d'une réciprocité juste et honorable. Cependant, il ne voit aucun aspect positif dans cette motion. Il laisse volontiers ces questions aux bons soins du Gouvernement, tout en croyant que celui-ci fera tout ce qui lui est possible de faire dans l'intérêt du pays.

M. Chipman déclare que la réciprocité a entraîné la prospérité en Nouvelle-Écosse. Maintenant, cette province connaît la récession, et la population affirme qu'il lui faut la réciprocité ou une solution de re-